

« Non seulement Trump n'est pas fou, mais il est dangereux » : Laure Murat, historienne, salue la leçon de démocratie donnée par les citoyens de Minneapolis

Publié dans LE MONDE, le 5/02/2026

Dans une tribune au « Monde », l'essayiste estime que les Etats-Unis connaissent « la plus grande crise institutionnelle » de leur histoire, non par la folie d'un seul homme mais en vertu d'un programme planifié. Selon elle, seul un sursaut collectif peut changer la donne.

Article réservé aux abonnés A intervalles réguliers depuis la fin des années 1980, la presse américaine a demandé à Donald Trump quand il allait se décider à se présenter à l'élection présidentielle. A chaque fois, l'homme d'affaires et de télé-réalité répondait la même chose : « Ce n'est pas le bon moment. » Lorsque, le 16 juin 2015, il décida de déclarer sa candidature, ce fut l'hilarité générale. Les sondages le classaient bon dernier, y compris dans son propre camp dans d'éventuelles primaires, où il était considéré comme un bouffon. Lui traitait les politiciens d'« imbéciles », les journalistes d'« idiots », les Mexicains de « violeurs » et l'Amérique de « dépotoir ». On connaît la suite.

Cette perspicacité patiente dans le choix du « bon moment » et du style adéquat à la situation aurait dû suffire à classer l'affaire : non, Donald Trump n'est pas « fou ». Outre qu'elle est insultante pour les fous, cette accusation, inéluctable serpent de mer, présente un danger majeur : considérer Trump comme un malade mental, c'est l'exonérer tout en l'érigant en exception, et vider de son contenu politique une prise de pouvoir mûrement réfléchie, née de son rapprochement, dès 2009, du Tea Party, des évangéliques, de Steve Bannon ou du vieux briscard républicain Newt Gingrich, dont le pamphlet *Language : A Key Mechanism of Control* (« le langage, un mécanisme de contrôle », 1990) dresse la liste des mots « positifs » et « négatifs » à utiliser pour des discours « efficaces ». On y trouve tout le vocabulaire de Trump, de « common sense » à « pathetic ».

Non seulement Trump n'est pas fou, mais il est dangereux car il a, après le coup d'essai d'une première présidence brouillonne et erratique, un programme très construit. Et ce programme est disponible : ce sont les 900 pages de Project 2025, publié par la Heritage Foundation, un think tank ultraconservateur et climatosceptique, qui traitait Donald Trump de « clown » en 2016.

Tout y est, à commencer par la mainmise de l'exécutif sur le département de la justice et du FBI, le démantèlement du département de l'éducation, la réduction drastique du nombre de fonctionnaires fédéraux, la fin des programmes luttant contre la discrimination des minorités, la déportation de masse des immigrés illégaux, le désistement des Etats-Unis dans les programmes d'aide médicale à l'étranger, entre autres. Autant de propositions actées dès l'arrivée de Trump au pouvoir. Et pourtant, celui-ci avait pris soin de prendre ses distances lors de sa campagne avec le Project 2025, en prétendant ne pas même savoir « qui était derrière », après la déclaration de son président, Kevin Roberts, le 2 juillet 2024 – déclaration à prendre à la lettre : « Nous sommes en train de vivre la deuxième révolution américaine, qui restera sans effusion de sang si la gauche le permet. » Minneapolis, par le courage de ses citoyens, donne un début de réponse à cette sinistre prophétie.

Oligarchie sans vergogne

Ce qui se passe actuellement à Minneapolis devrait sonner le glas des faux débats. Peu importe de savoir si Trump-le-ploutocrate utilise la Heritage Foundation pour constituer un alibi idéologique à sa soif d'enrichissement, ou si la Heritage Foundation se sert du fantasque Trump pour hypnotiser le peuple et faire avancer ses idées. Peu importe de savoir si Trump est fou ou fasciste ou les deux. Ce que vivent les Etats-Unis, désormais aux mains d'une oligarchie sans vergogne ni pitié, est la plus grande crise institutionnelle que son histoire ait connue. Car c'est tout le système qui branle : hypertrophie de l'exécutif qui gouverne par décrets, affaiblissement de tous les contre-pouvoirs, menace sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et attaques en règle sur les libertés civiles.

Aujourd'hui, les Etats-Unis ne sont plus un Etat de droit. On tue des manifestants pacifiques, on déporte des citoyens détenteurs de permis de séjour légaux et des enfants de 5 ans, on arrête des journalistes en train de faire leur travail, on ligote l'université en lui coupant les vivres et en imposant un enseignement officiel où, comme au Texas, *Le Banquet de Platon* est banni du programme pour promouvoir « l'idéologie de la race et du genre ».

En s'attaquant frontalement au « *deep state* » dès le premier jour de sa présidence, Donald Trump et ses affidés milliardaires ont officialisé le basculement du monde dans une nouvelle ère, qu'Arnaud Orain, dans *Le Monde confisqué* (Flammarion, 2025), analyse comme le « *capitalisme de la finitude* », celui de la privatisation, de la prédatation et de l'accaparement. Chacun le sent et désormais le sait : ce capitalisme-là, dont la marche semble inexorable y compris en Europe, est incompatible avec la démocratie. La bonne nouvelle est que son cours est réversible. C'est la leçon de Minneapolis.

Depuis des semaines, la population de Minneapolis, bravant un froid polaire, proteste contre la présence et les agissements de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), ayant déjà causé la mort de deux habitants innocents de 37 ans, Renée Good et Alex Pretti. Munis de sifflets pour signaler la présence d'agents prêts à intervenir, organisant des concerts la nuit à proximité de leur lieu de repos pour les empêcher de dormir, armés de téléphone pour enregistrer leurs exactions, les citoyens ont montré une détermination exemplaire et donné une leçon : une leçon de démocratie – précisément. C'est un tournant considérable à peine un an après l'élection de Trump, qui doit être pris pour exemple et pour modèle d'avenir. Car c'est de la rue, et de la rue seule, du sursaut citoyen, de la conscience populaire, et non d'une femme ou d'un homme providentiel dont on attend en vain le surgissement, que viendra la réponse capable d'enrayer le cataclysme en cours.

Rétropédalages politiques

J'en veux pour preuve le rétropédalage de plusieurs responsables politiques qui, inondés de courriers d'électeurs, commencent à prendre la mesure du mouvement, qui s'est matérialisé par des centaines de manifestations à travers le pays. Certains sénateurs démocrates dits « modérés », qui avaient honteusement voté en faveur du budget du département américain de la sécurité intérieure, se sont excusés publiquement. Plus intéressant, l'inquiétude monte désormais dans le camp des républicains eux-mêmes, qui remettent ouvertement en question la politique anti-immigration du président. Le républicain Chris Madel, en lice pour le poste de gouverneur du Minnesota, a ainsi créé la surprise en sortant de la course au motif qu'il ne pouvait pas soutenir les « *représailles fédérales* » contre l'Etat, ni se compter désormais membre d'un parti qui les légitimait.

A quelques mois du 250^e anniversaire de leur indépendance, les Etats-Unis se trouvent devant un choix : avaliser la défiguration durable de l'Amérique par une poignée de truands, ou redonner vigueur à la démocratie par le peuple. Les élections de mi-mandat (renouvellement de l'intégralité de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat), à l'automne, constituent à cet égard un enjeu considérable. Tout porte à croire que les démocrates les remporteront massivement. Mais ensuite ? Quelles violences s'ensuivront-elles ? Quelles accusations de fraudes seront-elles brandies pour invalider les résultats ? Les Etats-Unis ne sont désormais plus à l'abri de la loi martiale ou d'un coup d'Etat. Son avenir demeure néanmoins dans les mains de sa population. Puisse le reste du monde se saisir de cet avertissement.

Laure Murat est historienne et essayiste, professeure de littérature à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA). Elle a dernièrement publié « Toutes les époques sont dégueulasses » (Verdier, 2025).